

CYCLONE POST-ÉLECTORAL
La production de la violence en Côte d'Ivoire¹
(Janvier 2011)

Marie MIRAN-GUYON*

L'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma aurait su épingler avec tonitruance le tragique imbroglio politique que traverse son pays depuis le deuxième tour des élections présidentielles du 28 novembre 2010 pour mieux en éclairer les mécanismes mortifères. Son dernier roman, inachevé, portait sur la crise militaro-politique de 2002 sous un titre faussement redondant, *Quand on refuse, on dit non*². À sa suite, il est aujourd'hui nécessaire d'élever la voix pour dire non à l'escalade des violences qu'endurent les populations de Côte d'Ivoire. Par-delà la confusion que peut entretenir la surabondance d'informations parfois contradictoires en provenance d'Abidjan, il importe d'éclairer pourquoi la situation sur le terrain est moins compliquée qu'il n'y paraît, du moins eu égard au sort réservé aux civils : un point qu'il est urgent de ne pas perdre de vue.

* EHESS/CEAf (Centre d'études africaines) – 96 bd Raspail
75006 Paris
Courriel : Marie.Miran@ehess.fr

¹ Ce texte a été écrit à la mi-janvier 2011 dans un débordement d'indignation face aux exactions post-électorales exercées alors principalement par les forces fidèles au président sortant Laurent Gbagbo contre les civils en Côte d'Ivoire. Pour plus de détails concernant la publication de ce texte, consulter l'addendum en fin d'article.

² A. Kourouma, 2004. *Quand on refuse, on dit non*. Paris, Le Seuil.

La Côte d'Ivoire n'est pas la Tunisie ; elle n'a pu résoudre sa crise post-électorale par une révolution orange à l'ukrainienne. Le fait est lié, sans nul doute, aux faiblesses de mobilisation et d'organisation de la société civile. Mais il tient surtout à l'usage systématique de la violence exercée par les forces de l'ordre loyales au président sortant Laurent Gbagbo, qui s'est maintenu au pouvoir après avoir récusé les résultats du scrutin favorables à Alassane Ouattara tels que proclamés par la Commission électorale indépendante, certifiés par l'ONU et reconnus par la communauté internationale. S'appuyant sur le Conseil constitutionnel, Gbagbo fit par suite retourner ces résultats en sa faveur au prix d'une interprétation pour le moins contestable voire retorse et inique de la loi, puisque, contre toute régularité, le Conseil a purement et simplement annulé les résultats de 7 départements du centre et du nord du pays (environ 600 000 électeurs) au lieu de procéder à d'éventuelles corrections ou d'organiser un nouveau scrutin. Comment des civils ivoiriens pourraient-ils s'exprimer librement et manifester dans les rues contre cet abus de pouvoir qui tord le cou au droit, quand des bras armés du régime sortant réservent d'impitoyables représailles à ceux qui sortent du rang ou sont juste soupçonnés d'avoir mal voté ?

Aux atteintes à la sacralité de la vie par une violence tous azimuts s'ajoutent des atteintes à la dignité même de la mort. De sources croisées et dignes de foi, les semeurs de mort pousseraient le barbarisme jusqu'à faire disparaître les corps des tués pour les soustraire au comptage des victimes (des leçons ont été tirées des sensibilités de l'arène internationale sur la question des droits de l'homme et de l'impossibilité de dénonciation sans production de preuves). Des familles venues retirer des corps à la morgue se sont vu réclamer des certificats d'autopsie ou d'autres documents : le temps de les produire, les corps avaient disparu. Nul ne sait non plus ce que sont devenues de nombreuses personnes enlevées, dont les familles restent toujours sans nouvelles. Le soupçon sur d'éventuels charniers n'a pu être confirmé par suite du blocage des patrouilles de l'ONU qui menaient l'enquête. Le soupçon pèse aussi sur la pratique d'enterrements clandestins et d'incinération des

corps à faire disparaître, notamment dans un possible charnier. Proies d'éléments armés nocturnes, les habitants d'Abobo et d'autres quartiers populaires d'Abidjan ne connaissent plus que des nuits d'insomnie, avec pour toute défense des sifflets et des casseroles pour sonner l'alarme (mais la colère gronde et l'autodéfense s'organise, avec des risques de débordement). Les craintes populaires en disent long sur l'insolente capacité de nuire du clan du président sortant. L'acronyme LMP de « La Majorité Présidentielle », la coalition pro-Gbagbo, s'est vu décliner en un « La Mort Partout ». La réticence des intellectuels, artistes et personnalités morales ivoiriens, à s'exprimer ouvertement sur la crise, quelles que soient leurs failles et faiblesses par ailleurs, a pour source cette même peur face au régime de terreur déployé par le clan Gbagbo. Ceux d'entre eux qui prennent la parole, comme le journaliste et écrivain Venance Konan, font montre d'un indéniable courage politique. Comment lutter pour une vie digne quand il ne va pas de soi de se maintenir d'abord en vie ? Quand il n'est même pas acquis de pouvoir être enterré comme il se doit, dans un pays où, toutes traditions religieuses et philosophiques confondues, de bonnes funérailles s'imposent pour tous ?

L'alarme a été sonnée sur le risque d'une escalade vers une guerre civile, voire des massacres massifs. Le risque peut sembler si grand qu'il serait sans doute mal venu de ne rien dire ou faire pour prévenir le pire, surtout que les exactions sont déjà une réalité tangible. Le souci d'une analyse rigoureuse nous conduit cependant à nuancer le propos. Il n'y a pas, en Côte d'Ivoire, de haine atavique entre prétendus groupes ethniques ennemis, ni même entre autochtones et allogènes, entre sudistes et nordistes, encore moins entre chrétiens et musulmans. Les relations sont loin d'être idylliques. Des tensions multiformes existent, parfois vives, notamment sur les conditions d'accès à la terre et ce, de longue date : elles sont de fait antérieures à l'ère de l'ivoirité et même à l'indépendance. Mais l'imbrication des intérêts mutuels a généralement favorisé des solutions négociées aux désaccords récurrents. Par ailleurs, aucun des groupes en présence ne forme des blocs monolithiques. Les sociétés autochtones du Sud par exemple

sont traversées de fortes tensions internes, notamment entre générations : entre jeunesse urbanisée et parents restés au village. Qui plus est, la Côte d'Ivoire reste une terre où le métissage n'est pas qu'une vue de l'esprit. C'est un melting-pot transethnique, cosmopolite et pluriconfessionnel qui fonde son indéniable richesse à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest. Illustres représentants : le Bété Laurent Gbagbo a pour deuxième épouse coutumière une « Dioula » ou « nordiste » ; le Sénoufo et « nordiste » Guillaume Soro a une femme Bété. Les enfants des unions « mixtes » ne peuvent être enfermés dans de rigides catégories ethniques ou régionales (on peut regretter à cet égard qu'en dépit de leur nombre, ces « métis » gardent collectivement le silence sur la scène publique, signe de leur sourd malaise identitaire). Qui serait contre qui dans une guerre « civile » ivoirienne ? La réponse n'a rien d'évident. A minima, la Côte d'Ivoire ne semble pas prêter le flanc à un scénario à la rwandaise, surtout que les plus sales besognes sont déléguées pour partie à des mercenaires libériens que ne motive pas la haine mais le gain.

Si violences interethniques il y a eu depuis le déboire électoral, principalement à l'ouest du pays qui constitue le bastion des forces loyales à Laurent Gbagbo (et une région frontalière où passent les mercenaires libériens), celles-ci n'ont pas surgi par le bas, spontanément, comme dans un énième accès de rage des populations contre elles-mêmes. Ces violences sont en fait savamment utilisées, voire sollicitées et accompagnées par le haut. Seules de minutieuses enquêtes de terrain pourront en fournir le détail, mais le mécanisme est connu qui ne diffère pas, sur le fond, des violences de la crise militaro-politique de 2002. En bruit de fond : la Radio télévision ivoirienne (RTI), passée sous la coupe martiale de l'équipe Gbagbo depuis le deuxième tour des élections, enflamme la haine et les peurs par sa jactance et ses images belliqueuses. Puis en un lieu donné, se produit un événement insignifiant (comme un poulet mort trouvé au mauvais endroit) ou plus grave (vol, destruction de biens, mort d'homme). Des militants servent de relais locaux pour attiser la colère et désigner des

coupables. Puis la violence s'embrace, de façon apparemment incontrôlable.

Contre cet engrenage, il importe de dire haut et fort que ces violences locales sont largement artificielles : elles résultent souvent de décisions politiques froidement calculées dont il importe de situer la chaîne des responsabilités individuelles. Il faut dénoncer non pas tant le risque de guerre civile en Côte d'Ivoire que le fait que des populations soient prises en otage par ces mécanismes politiques répressifs. De la même manière, le gouvernement Gbagbo brandit la présence des migrants ouest-africains sur le sol ivoirien pour s'en servir de bouclier. À mots à peine voilés, il promet qu'une foudre vengeresse pourrait s'abattre sur eux si la CEDEAO venait à mener une action pour le déloger *manu militari*, provoquant la peur justifiée de ses plus hauts représentants.

Si des circonstances se sont conjuguées au cumul des peurs, des rancœurs et des intérêts égoïstes pour provoquer des affrontements entre populations à l'ouest de la Côte d'Ivoire dans les dernières semaines, il faut aussi rappeler la résilience d'une majorité d'Ivoiriens, tous bords confondus, qui confrontent la crise sans verser dans l'hostilité, alors même que cette crise les précipite dans une paupérisation inquiétante. À l'échelle nationale, les partisans de Laurent Gbagbo sont une minorité, tonitruante et agissante et donc fort visible, mais dont il ne faut pas surestimer le poids démographique. Nonobstant les séides qui font la force manifeste de la « galaxie patriotique », il est connu que leurs leaders, notamment Charles Blé Goudé, s'appuient aussi sur de jeunes désœuvrés qu'ils rémunèrent de quelques billets de francs CFA pour faire de la figuration dans leurs manifestations. Des échos convergents font même état d'une désaffection d'un certain nombre de sympathisants qui ne veulent pas suivre le mouvement dans son excessive radicalisation (mais l'angoisse des représailles les pousse à rester discrets). Reste que la multiplication des violences fait encourir au pays le risque de fractures sociales bien réelles : la marche, hélas, semble déjà en cours. Il y a donc urgence à contrer un processus pouvant s'emballer dangereusement.

Les enjeux de la crise post-électorale ne tournent pas autour de la défense de la souveraineté nationale ou du risque de voir tomber le pays sous la coupe de l'étranger : ce n'est là qu'une rhétorique de diversion. *A contrario* de ce que martèle le président sortant, ses adversaires politiques sont tout autant patriotes que lui et tout autant désireux de renforcer les racines endogènes du développement économique dans un partenariat d'interdépendance avec les puissances occidentales ou autres qui soit plus équitable (il est vrai cependant que l'on n'a pas vu le gouvernement issu de la présidence Ouattara à l'œuvre pour le juger dans la pratique). Et quoi qu'il dise, le régime Gbagbo est loin d'avoir tourné le dos à cet « étranger prédateur » qu'il prétend condamner. Pour l'anecdote, le chantre de la fierté africaine s'est même choisi un cabinet français pour son conseil en communication lors de sa campagne présidentielle et il a confié la gestion de ses intérêts en Europe à des Français.

Si différence idéologique entre les deux camps politiques il y a, elle se situe dans leur conception de la citoyenneté. Le régime Gbagbo en a une conception ethno-nationaliste fondée sur le droit du sang : seuls les membres issus de groupes ethniques originaires du Sud ivoirien ont droit au chapitre pour élire leur chef. Ainsi l'idée d'annulation du vote pro-Ouattara des départements du nord et du centre va pour ainsi dire de soi, ces électeurs étant assignés par le régime au rôle de citoyens de seconde zone. À l'autre bord prévaut une conception républicaine de la citoyenneté fondée sur le droit du sol et l'égalité de tous les Ivoiriens, à distance du droit divin dont Gbagbo se réclame par ailleurs.

Mais il n'est pas sûr que l'idéologie soit le facteur clé pour comprendre la crise actuelle. Le clan Gbagbo lutte aujourd'hui d'abord et avant tout pour le pouvoir, pour conserver le pouvoir, pour la jouissance même du pouvoir, avec tous les avantages matériels afférents. Si Laurent Gbagbo excelle à brouiller la clairvoyance des observateurs néophytes en retournant avec cynisme vers ses adversaires bien des critiques qui lui sont adressées (en monnayant grassement ses relais dans les médias), il n'a jamais caché que sa quête de pouvoir était sans compromis

(« mille morts à droite, mille morts à gauche, j'avance », dit-il jadis) et qu'il était prêt à mourir pour conserver ce pouvoir enfin conquis (Ouattara devrait passer sur son corps pour accéder au siège présidentiel, a-t-il suggéré plus récemment). Gbagbo incarne un mythe de puissance virile, assortie de roublardise, où la vérité ne se mesure qu'au rapport de force. On peut se demander quelle place cela laisse au dialogue et à la diplomatie.

Dans ce tableau sombre, il faut saluer le travail des militants des Droits de l'homme et notamment de l'ONU qui répertorient les cas d'exaction et ont le souci de ce que le cercle vicieux de l'impunité cesse de générer de nouvelles violences. Il y a aussi l'espérance tenace de nombre d'Ivoiriens, sensibles à la prise de conscience de la communauté internationale sur leur situation, qu'une sortie de crise est possible pour reconstruire le pays sur la base de valeurs partagées.

Addendum

– Une version abrégée et signée collectivement a été publiée dans *Le Monde* daté du 19 janvier :

http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/01/18/laurent-gbagbo-chef-ethnocentrisme_1467180_3232.html

Le titre, peu judicieux, étant de la rédaction.

– La tribune fut ensuite reprise sur *Médiapart* le 20 janvier

<http://www.mediapart.fr/club/edition/les-invites-de-mediapart/article/200111/guerre-contre-les-civils-en-cote-d-ivoire>.

– Dans *Jeune Afrique* le 2 février

<http://www.jeuneafrique.com/Article/ARTJAWEB20110202105807/>

– En traduction anglaise dans *Foreign Policy Magazine*, 31 janvier

http://www.foreignpolicy.com/articles/2011/01/31/open_letter_ivory_coast_the_war_against_civilians,

ainsi que dans divers quotidiens francophones et anglophones de Côte d'Ivoire, du Libéria, du Nigeria et du Sénégal.

Je remercie chaleureusement l'ensemble de mes collègues (et tout spécialement Georges Balandier) pour leurs conseils, aide et soutien : la force de leur solidarité a contribué à apaiser ce qui fut

pour moi un cheminement douloureux vers un engagement public inédit que je voyais comme périlleux. Ma gratitude va aussi à Laurent Bazin qui m'a encouragée à publier seule cette version longue de notre tribune collective et ne s'est pas découragé face à mes refus initiaux. Je remercie surtout les amis d'Abidjan qui m'ont tenue informée à distance de leurs réalités quotidiennes. Si la prudence face à la crainte d'éventuelles représailles m'oblige à taire leur identité, ce texte que plusieurs ont relu et corrigé est véritablement écrit en leur nom.

Résumé

Cet article revient sur les événements issus du second tour des élections présidentielles du 28 novembre 2010, lesquels ont replongé la Côte d'Ivoire dans le spectre de la guerre civile. Le texte est à la fois un engagement dans la dénonciation des exactions commises par les forces loyales au président sortant Laurent Gbagbo et un essai d'analyse des mécanismes des violences en cours.

Mots-clefs : Côte d'Ivoire, élections présidentielles 2010, violations, droits de l'homme.

Summary

Cyclone post-election. The production of violence in Ivory Coast

This paper comes back on the events which followed the second round of the Ivorian presidential election of 28 November 2010 and which plunged the country once again into the spectre of a civil war. The text is both a public engagement to denounce the many abuses committed by the forces loyal to the outgoing president Laurent Gbagbo, and an attempt at analysis of the mechanisms at play in the production of the current violence.

Key-words: Ivory Coast, 2010 presidential elections, violations, human rights.

* * *